

Action politique, action collective : controverses structurantes



Pauvreté, participation, action politique

Par Jean Blairon

Un article d'Alter Echo s'est inquiété de ce que son auteur identifie comme une mise en cause de la participation des familles pauvres à la lutte contre la pauvreté. Le droit d'association et de participation citoyenne des plus pauvres serait de plus en plus menacé. Un des événements qui est mis en avant par ceux qui redoutent un recul de la participation est la décision du Gouvernement wallon d'instituer un Réseau de lutte contre la pauvreté comme interlocuteur, parmi d'autres, des représentants de la population.

Cet article porte en filigrane une des controverses courantes autour de la question de la participation citoyenne des personnes en situation de désaffiliation. La controverse porte sur le type de démocratie légitime pour cette participation : démocratie représentative (les points de vue sont relayés par des représentants légitimes), directe (les personnes participent directement aux décisions) ou dialogique (les personnes sont consultées comme expertes de certaines problématiques). D'aucuns estiment que le seul type acceptable est la démocratie directe. Or, les motifs qui ont conduit à la conception du décret instaurant un Réseau de lutte contre la pauvreté insistent sur l'intérêt d'articuler les démocraties représentative et dialogique.

La controverse comporte d'autres composantes. Autour de la légitimité de la parole (une dépendance financière de l'association, sous forme de subside, la délégitime-t-elle comme porte-parole?). Autour de la relation aux publics (un apport d'aide matérielle de l'association aux bénéficiaires les inféode-t-il?). Enfin, autour de la conception du pouvoir et des institutions (exclusivement du côté du contrôle, et jamais du côté de la réflexivité?). Ainsi cette situation pose-t-elle des questions à tous ceux qui participent à la production de la société.

- [Lire l'analyse](#)

VOIR ÉGALEMENT : analyses 2013 parues chez nos partenaires

Education permanente et ancrage dans le champ politique : une analyse institutionnelle

Par Jean Blairon

Le 26 octobre 2013, Peuple et culture organisait un colloque, intitulé « Education permanente – chemine d'intégration et/ou chemins d'émancipation ? ». Jean Blairon y est intervenu; ce texte constitue la retranscription de son intervention.

La réflexion à laquelle invite Peuple et Culture est structurée à partir d'une controverse qui oppose deux conceptions de l'éducation permanente : elle ressortirait à la formation professionnelle ou elle obéirait à une logique émancipatrice ; ce faisant, la controverse dispose aussi des logiques relationnelles : d'un côté, nous trouverions un risque d'annexion/instrumentalisation ; de l'autre, se réaffirmerait une indépendance critique.

Une des composantes de cette controverse est le rapport au champ bureaucratique, tel que l'entend Pierre Bourdieu. Ce champ concerne la manière dont l'Etat, en exerçant ses prérogatives de pouvoir, institue la réalité. La controverse n'est pas neuve, mais il faut tenir compte de l'emprise grandissante de ce que Bourdieu nomme les « démolisseurs » du service public. Quels espaces de pouvoir l'éducation permanente entend-elle occuper ? Quel ancrage bureaucratique faut-il dès lors y associer ? Jean Blairon aborde ces questions au départ du champ du travail, avec les évolutions qu'il connaît et notamment l'importance grandissante du capital culturel.

- [Lire l'analyse sur le site de Peuple et culture](#)

Partenariats et transversalité, le danger des fausses évidences

Par Jean Blairon

La Fédération des maisons de jeunes a consacré un numéro de son trimestriel *L'antre'Toise* à la question des partenariats et de la transversalité. Sollicité dans ce cadre, Jean Blairon propose une réflexion sur les « retournements » qui menacent les thèmes de la transversalité et des partenariats. Détournement des missions (avec la transversalité négative dénoncée déjà par René Lourau dans les années 60), désarmement de la critique du capitalisme par retournement, contre elle-même, de ses propres arguments au profit dudit capitalisme, retournement des agents qui peuvent promouvoir, sans le vouloir, des orientations et des intérêts inverses de ceux qu'ils poursuivent, autant de menaces que l'évidence imposée de la nécessité du travail en réseau fait peser. Comment dès lors fournir des manières de penser, de dire et de faire qui seraient irréductibles à la « grammaire générale du projet et de l'activité » ? Jean Blairon en propose une version pour les associations.

Analyse parue dans *L'antre'Toise*, n°110 oct-nov-déc 2013, intitulé « Partenariats et transversalité : la panacée ou ingrédients à bien doser ? » pp. 22-25.

- [Lire l'analyse sur Calameo](#)

L'action collective aujourd'hui

Par Jean Blairon

Il s'agit de la retranscription d'une intervention de Jean Blairon lors d'une rencontre organisée par la Maison pour Associations de Charleroi, en collaboration avec le CIEP et PAC, le 4 décembre 2013 : « Action collective : du changement, maintenant ! ».

En introduction de la journée, Jean Blairon interroge d'abord le titre de la rencontre, qui manifeste une hésitation entre le volontarisme et le doute. Trois espaces de questionnement peuvent alors être explorés.

- Quelle est l'identité de l'action collective ?
- Son bien-fondé : est-ce que c'est une modalité d'action qui peut obtenir un changement
- Sa pertinence : n'y a-t-il pas des facteurs de blocage dans l'action collective qui font qu'elle puisse à ce point faire long feu ?

- [Voir le programme de la rencontre sur le site de la Maison pour des associations de Charleroi](#)

Ou

- [Lire l'analyse en ligne](#)

Février 2014

1, Rue des Rêlis Namurwès
B-5000 Namur
Belgique

